

LIVRE BLANC SUR LES ENERGIES

Observations de l'UNIDEN

Troisième partie : propositions du Gouvernement sur les énergies

Préambule

Le Préambule du Livre Blanc, objectif N° 2 (p.48) annonce : « *Contribuer à renforcer la compétitivité économique de notre pays et de ses entreprises* ».

Remarques de l'UNIDEN :

L'industriel consommateur d'énergie n'a qu'un réel pouvoir de marché : au moment de son investissement initial sur un site donné. Ensuite il devient captif et son avenir peut être fonction de décisions externes (pouvoirs publics) ou de décisions unilatérales des fournisseurs d'énergie si la concurrence entre fournisseurs ne s'exerce pas d'une manière efficace.

Un utilisateur d'énergie est confronté à deux types de problématiques majeures :

- pour les énergies de réseaux (électricité et gaz naturel): la maîtrise et le développement des infrastructures essentielles dont dépend la concurrence éventuelle entre fournisseurs,
- pour les autres énergies (fuels, charbons) : les contraintes environnementales qui peuvent limiter voire supprimer la concurrence entre énergies.

La crainte actuelle des industriels consommateurs d'énergie est que l'ensemble des mesures proposées contribue à une hausse des coûts d'énergie plus importante en France que dans beaucoup d'autres pays dans lesquels sont implantées les industries concurrentes et que cela conduise à une perte de compétitivité économique, contrairement à l'objectif annoncé.

—Les efforts depuis de nombreuses années pour maîtriser les consommations d'énergie et réduire les émissions atmosphériques liées à l'énergie démontrent que les industries consommatrices sont conscientes de leur responsabilité en matière de maîtrise de la demande et de protection de l'environnement.

L'ensemble des remarques de l'UNIDEN sera donc marqué par la recherche de cohérence entre les objectifs environnementaux et la compétitivité des entreprises.

Tout surcoût pour l'industrie française résultant de l'application des mesures préconisées dans le cadre du Livre Blanc contribuerait à dégrader sa compétitivité.

Titre I : Maîtrise de la demande en énergie

Chapitre 1 – principes généraux et objectifs

1.1.2. (actions volontaires d'économie d'énergie)

Remarques de l'UNIDEN :

Il faudrait assurer une cohérence économique entre les actions volontaires d'économie d'énergie préconisées, les actions volontaires de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et le développement de nouvelles sources de production d'énergie. Il conviendrait donc de développer en priorité les mesures **les plus efficaces économiquement**.

Chapitre 2 – les certificats d'économies d'énergie

1.2.1. Mécanismes de maîtrise de la demande

Proposition de l'UNIDEN :

Les industries soumises à la directive permis d'émissions relative aux gaz à effet de serre ne pouvant pas bénéficier de la délivrance de certificats d'économies d'énergie, ne doivent pas participer au financement de ces certificats.

Titre II : Solidarités territoriales et sociales

Chapitre 2 – Combustibles ou chaleur

II.2.1. L'organisation de manière équitable et rentable d'une desserte gazière

2.1.5. (raccordement d'un consommateur de gaz au réseau de gaz...)

Remarques de l'UNIDEN :

Le raccordement doit pouvoir se faire sur le réseau de transport et/ou sur les réseaux de distribution en fonction des coûts d'investissement, des quantités consommées, des débits de pointes souhaités par le client, des problèmes de qualité liés aux différents types de réseaux, en particulier les besoins de pression de gaz à l'entrée, etc.

Proposition de l'UNIDEN :

Tout raccordement d'un consommateur de gaz au réseau de gaz dans le périmètre d'intervention du distributeur pour une consommation d'un niveau inférieur à cinq millions de kWh par an s'effectue en priorité sur le réseau de distribution de gaz. Pour les autres raccordements, une analyse technico-économique préalable agréée par les parties concernées fixe le meilleur choix.

II.2.2.1. (Afin de prévenir des situations d'exclusion, tout ménage a droit à une source d'énergie pour son besoin minimal de chauffage...)

Remarques de l'UNIDEN :

Comment assurer la cohérence de ce droit avec la concurrence entre énergies de chauffage (voir §II.2.1.1.) ? Par ailleurs, cette mesure ne doit pas se traduire par une augmentation de charges répercutée sur les consommateurs industriels.

Titre III : La sécurité d'approvisionnement

Chapitre 1 – Sécurité d'approvisionnement

Remarques de l'UNIDEN :

La diversification des énergies et la mixité des installations chez le consommateur sont contredites, dans les faits, par les réglementations environnementales qui aboutissent à proscrire l'utilisation en France de fuel lourd, donc à l'exporter ; cela aboutit à une augmentation des nuisances dues aux transports, sans pour autant réduire les émissions de GES à l'utilisation, faite à l'étranger. Les implications de cette question en matière de stockage et de demande énergétique de pointe sont elles aussi importantes, et traitées dans le dossier joint en annexe.¹

¹ voir annexe 1

De même, le charbon est une énergie abondante, facilement stockable, dont les prix évoluent de manière lisible, et à l'efficacité énergétique bien connue. Il est donc souhaitable de maintenir une part de charbon dans l'approvisionnement français, d'autant que de nombreuses installations industrielles sont mixtes.²

Chapitre 2 – Sécurité d'approvisionnement électrique et ses conséquences sur le système électrique

III.2.1. (garantie de la sécurité d'approvisionnement)

Remarques de l'UNIDEN :

La décentralisation des moyens de production de semi-base et de pointe contribue à une meilleure sécurité locale, à une réduction des investissements de réseau et à une meilleure efficacité énergétique.

Sur les sites sensibles, le maintien d'une garantie d'approvisionnement telle que prévue dans les plans électro-secours est une nécessité absolue pour la sécurité des biens et des personnes.

Chapitre 3 – La sécurité d'approvisionnement gazière

Demandes de l'UNIDEN :

Les grands principes en matière de sécurité d'approvisionnement gazière formulés par le Livre Blanc méritent d'être complétés par les points suivants.

Comme pour l'électricité, il est nécessaire que le ministre chargé de l'Energie s'assure de la capacité et de la disponibilité des infrastructures transcontinentales d'approvisionnement de la France, et de la capacité et de la disponibilité des ouvrages entre la France et les autres pays européens ;

Cela suppose :

- le développement de réseaux de pipelines à partir des zones de production, et en particulier la Russie et la Mer Caspienne (70% des réserves mondiales) sachant que de nombreux pays producteurs accélèrent leur équipement en infrastructures d'exportation par mer, de façon à accéder aux marchés les plus rémunérateurs ;
- l'élaboration d'un plan global de développement des terminaux méthaniers aux échelons français et européen, de façon à diversifier les approvisionnements ;

Par ailleurs, les plans d'investissement dans le développement des infrastructures essentielles (transport, stockages et terminaux méthaniers) en France relèvent exclusivement de Gaz de France, contrairement à ce qui prévaut pour l'électricité. Le développement des infrastructures relevant de l'intérêt général, il est nécessaire de séparer, pour le gaz comme pour l'électricité, les activités de négoce et les activités de logistique ; le contrôle des investissements dans les réseaux relèverait donc, comme pour l'électricité, de la CRE.

Enfin, les contrats d'approvisionnement à long terme participent à la sécurité d'approvisionnement nationale. Or, tous ces contrats sont détenus, pour les dix années à venir, par le seul opérateur historique. C'est pourquoi il est nécessaire que, à l'instar de ce qui a été fait en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, un partage de ces contrats soit opéré entre différents opérateurs gaziers (release gas).³

² voir annexe 2

³ voir annexe 3